GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année,

ON S'ABONNE A PARIS:

AU BUREAU DU JOURNAL
Quai aux Fleurs, 11.

Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR ROYALE D'ORLÉANS (appels correctionnels).

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. VILNEAU. — Audiences des 6, 8 et 9 janvier.

LIBERTÉ RELIGIEUSE. — EXERCICE DU CULTE PROTESTANT. — ABROGATION DE L'ARTICLE 291 DU CODE PÉNAL.

La Charte a consacré le libre exercice du culte EXTÉRIEUR et PUBLIC.

La Charte a abrogé, en ce qui touche le libre exercice du culte, l'article 291 du Code pénal.

Ces principes d'une haute gravité ont été consacrés par la Cour royale d'Orléans à l'occasion des faits suivants :

La Société évangélique s'est formée dans le sein de l'Eglise protestante dans le but de propager les doctrines fondamentales du christianisme, ainsi que l'expriment ses réglemens, et cela à l'aide de souscriptions volontaires destinées à l'entretien de ceux qu'elle a choisis et désignés pour cette œuvre de propagation. La société se compose de beaucoup de pasteurs et de membres laïques. Elle emploie des ministres consacrés et de simples évangélistes, dont la mission consiste à se rendre dans les communes où se trouvent des protestans disséminés, et généralement dans tous les lieux où ils sont demandés; ils y expliquent la Bible, mais ils ne peuvent y conférer les sacrements dont l'administration est réservée uniquement à ceux qui ont reçu l'imposition des mains, c'est-à-dire aux ministres et pasteurs.

Un évangéliste, le sieur Doyne, et Lemaire, instituteur primaire, qui comparait sur le banc de la police correctionnelle, s'étaient rendus dans les communes de Sceaux et de Cepoy, arrondissement de Montargis, pour y annoncer l'Evangile.

Après une première réunion qui avait eu lieu le 16 juillet sans l'autorisation du maire, et sur le refus de celui-ci d'en permettre d'autres, Doyne, qui désirait régulariser sa position, rédigea une plainte au préfet, qu'il voulait faire signer par les habitans qui désiraient ces exercices religieux, quand il fut interpellé par le maire, assisté de deux gendarmes, d'avoir à exhiber son passeport. Il le présenta, mais le passeport était ancien; le signalement ne fut pas trouvé exact.

Le maire enjoignit aux gendarmes d'arrêter les deux évangélistes, qui passèrent la nuit dans la prison de Ferrières et furent de là transférés à Montargis, où le procureur du Roi les fit de suite mettre en liberté.

C'est en raison de ces faits et de ceux qui s'étaient également passés dans la commune de Cepoy, où cependant Doyne avait obtenu de l'adjoint l'autorisation écrite et signée de lui de se réunir et d'exercer son culte, que les prévenus ont été cités devant la Tribunal correctionnel de Montargis qui les a condamnés à une simple amende, en vertu des art. 2 de la loi du 10 avril 1834 sur les associations, 291 et 463 du Code pénal.

Les prévenus Doyne et Lemaire sont appelés de ce jugement, et un grand nombre de témoins ont été cités tant à leur requête qu'à celle de M. le procureur-général.

M. le président Vilneau procède ainsi à l'interrogatoire de Doyne.

M. le président : Doyne, vous vous êtes réunis à Sceaux le 16 juillet, et les 13 et 20 du mois d'août dernier ? — R. Oui, M. le président.

D. Quel était le nombre des personnes qui assistaient à la réunion du 16 juillet ? — R. Environ cent personnes.

D. Vous deviez savoir qu'il est défendu de former aucune réunion sans une autorisation préalable; aviez-vous cette autorisation ? — R. J'avais dessiné de la demander, mais M. le maire se trouvait absent.

D. Quel était le but de la réunion ? — R. J'y expliquais l'Evangile.

D. Quel caractère aviez-vous pour cela ? — R. Je suis évangéliste.

D. Mais vous deviez savoir que, d'après la loi du 10 germinal an X, certaines conditions sont imposées aux ministres de votre culte pour pouvoir prêcher. Avez-vous étudié dans les académies ou séminaires de la réforme ? — R. Je suis simple évangéliste; mon caractère officiel réside dans la mission que j'ai reçue des pasteurs qui m'ont employé.

D. Mais cela ne suffisait pas pour vous donner un caractère officiel ? — R. Cela a toujours eu lieu dans l'église protestante.

D. Vous êtes l'agent d'une société évangélique; quelle est-elle ? — R. Elle s'est formée au sein de l'Eglise protestante, et est composée de ministres et de laïques.

D. Pouvez-vous apporter quelque preuve de la mission que vous avez reçue de cette société ? — R. Cette mission m'a été conférée dans des lettres écrites émanées du comité de la société; mais je n'ai point ces lettres sur moi, et je ne puis les rapporter.

D. Vos réunions se bornaient-elles à expliquer la Bible et ne faisiez-vous point de controverse religieuse ou politique ? — R. Non, Monsieur.

D. Ces réunions étaient-elles fortuites, et n'indiquiez-vous pas quelque jour ? — R. Je choisissais le dimanche pour me rendre à Sceaux, à cause de la facilité qu'offre ce jour pour se réunir; mais on se réunissait spontanément et sans aucune espèce d'accord.

D. Distribuez-vous des livres ? — R. La société en fait distribuer.

D. Connaissez-vous des protestans dans les communes de Sceaux et de Cepoy ? — R. J'en connaissais quelques-uns, et c'est sur leur invitation que je me suis rendu dans ces communes.

On passe à l'interrogatoire de Lemaire, 2^e prévenu.

M. le président : Quel rôle remplissiez-vous dans les différentes réunions dont vous faisiez partie ? — R. Je ne faisais qu'y assister.

D. Quel était le but des réunions ? — R. Celui d'expliquer la parole de Dieu.

D. Pourquoi Doyne s'est-il rendu à Sceaux ? — R. Il y est allé sur l'invitation des habitans.

D. Que faisait Doyne dans ces réunions ? — R. Il lisait un chapitre et le commentait.

D. Lui demandait-on des explications ? — R. Personne ne parlait jamais.

D. Y parlait-on politique ? — R. On ne s'occupait point d'autre chose que d'interpréter l'Evangile; on n'y parlait pas même de l'espérance de voir la religion réformée reprendre sa prééminence.

D. N'y faisait-on rien autre chose ? — R. On y chantait des cantiques.

Ces interrogatoires terminés, on procède à l'audition des témoins à charge.

Il résulte de ces nombreuses dépositions, dont plusieurs sont jetées dans le même moule et conçues dans les mêmes termes, et dont quelques-unes sont faites avec un accent de ferveur catholique, 1^o qu'il n'y a point de protestans connus des témoins dans la commune de Sceaux; 2^o qu'aucun d'eux ne sait qui a appelé Doyne à Sceaux; 3^o qu'il a parlé du pape Benoît VIII; qu'il aurait dit : Les papistes sont des hypocrites et des séducteurs. Plusieurs témoins récitent aussi mot pour mot cette exclama-

tion de Doyne : Si quelqu'un vous annonce un autre évangile que celui que nous vous avons annoncé, quand ce serait nous-mêmes ou un ange du ciel, qu'il soit anathème.

Doyne nie formellement s'être livré à aucune attaque contre la religion catholique ni contre ses ministres; il n'a pas prononcé les injures que l'on met dans sa bouche. Quant à la phrase rapportée par les témoins, c'est un passage littéral de la première épître de saint Paul aux Galates.

Les témoins à décharge sont les pasteurs de la consistoriale d'Orléans que Doyne a fait citer pour donner à la Cour des renseignements sur sa qualité de protestant et sur l'objet de sa mission d'évangéliste.

L'audience du 8 a été consacrée aux plaidoiries.

M. Lutteroth, de Paris, et l'un des membres laïques du comité de la Société évangélique, qui était venu à Orléans pour prêter à ses co-religionnaires le secours de ses lumières et de son talent, a pris le premier la parole avec l'autorisation de la Cour.

« S'il est un obstacle surtout, a-t-il dit, que les protestans français supportent avec impatience, et contre lequel ils mettent de la persévérance à lutter, c'est la prétention du pouvoir de limiter leurs lieux d'exercice. Les termes que je viens d'employer sont ceux que l'histoire a consacrés pour désigner le grief que nos pères ont le plus vivement ressenti. En effet, l'édit de Nantes, avant d'être révoqué dans l'ensemble de ses dispositions, a été détruit en détail. On ne déclara pas tout-coup par toute la France notre culte devait cesser; non, son interdiction fut une exception avant de devenir la règle. Le culte fut défendu d'abord dans les villes épiscopales, puis dans les endroits où le gouvernement trouvait que le nombre des réformés n'était pas assez considérable pour en nécessiter les exercices; plus tard encore, en des endroits déterminés, en sept lieux de la Bretagne, en trente-neuf lieux du Poitou, et enfin, dans les derniers mois qui précéderent l'édit de révocation, dans la plupart des grandes villes, à la Rochelle, à Tours, à Poitiers, à Orléans. Cette politique habile, s'il y a de l'habileté à détruire, a été suivie par Louis XIV pendant trente-sept ans; on en trouve la première trace dans les instructions données, en 1648, aux commissaires qui assistaient de sa part aux synodes provinciaux de nos églises. Il y est dit que le roi veut maintenir ses sujets de la religion prétendue réformée au même état qu'Louis XIII, son très honorable aïeul et père, les a laissés. Ici maintenant signifie empêcher de s'étendre, car, dans les lignes qui suivent, les assemblées dont l'origine est postérieure à la mort de Louis XIII sont interdites comme ayant été formées par attentat: ce sont les termes des instructions. »

« Je ne me serais pas permis d'évoquer ces souvenirs, s'ils ne se liaient dans notre histoire aux faits contemporains par une chaîne de faits tout semblables. Ces traditions sont vivantes au milieu de nous, parce que nos pères, il y a un demi-siècle, éprouvaient les mêmes entraves et montraient la même résistance, et parce qu'à notre tour, il n'y a que peu d'années encore, nous devons conquérir par de longues et patientes démarches l'établissement de chaque nouveau lieu de culte. Ne pardonnera-t-on pas à une Eglise dont telles ont été les destinées, dont l'histoire est si lugubre, de se montrer jalouse de ses droits, et d'être craintive et vigilante; et les magistrats appelés à rendre la justice ne doivent-ils pas ménager des susceptibilités que tant de malheurs expliquent ? »

M. Lutteroth discute ensuite, sous le point de vue légal, avec beaucoup de logique et de clarté, les argumens des premiers juges.

« ... Des entraves au culte protestant, dit en terminant M. Lutteroth, ne pouvaient nulle part autant qu'à Montargis nous faire faire de douloureux rapprochemens. Dans les plus mauvais jours de la persécution Montargis a été une terre franche, un refuge pour les réformés français. Renée de France, fille de Louis XII, devenue protestante, choisit cette ville pour demeurer. « A cause de cela, dit Théodore de Bèze, dans son histoire de nos églises, la ville demeura en bonne tranquillité, tellement que ce fut la retraite de plusieurs pauvres fugitifs avec leurs femmes et enfans, de plusieurs endroits du royaume. » Renée de France elle-même écrivit à Calvin, dans une lettre conservée en original à la Bibliothèque royale, que c'est parce qu'on lui a interdit de faire prêcher à Paris, qu'elle est allée à Montargis, où deux ministres, François de Morel et Pierre Autin, la suivirent; et quand la persécution menaça de s'étendre jusqu'à la retraite de la princesse, savez-vous, Messieurs, qui protégea les protestans et leur culte ? Ce furent les deux plus redoutables ennemis du nouveau culte, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine. « Mon feu gendre (le duc de Guise), écrit la princesse dans la lettre que j'ai déjà citée, a ployé à maintenir ceux de la religion que j'ai eus en cette ville jusqu'à en être repoussé, lui et le cardinal de Lorraine, à la reine; et Dieu a employé leur moyen pour les maintenir. »

« Cette lettre est du 21 mars 1563. Après en avoir entendu ces passages vous comprendrez sans peine que les protestans aient voué un culte d'affection à un lieu qui peut, dans leur histoire, se vanter de si grands souvenirs. Montargis et ses environs sont pour nous une sorte de terre classique de notre religion, et il n'est pas étonnant que nous ayons souhaité rassembler les descendans de ces pauvres fugitifs, comme les appelle Théodore de Bèze. »

Cette improvisation chaleureuse dans laquelle M. Lutteroth a fait preuve d'un remarquable talent, paraît produire sur la Cour une vive impression.

M. l'avocat-général de Sainte-Marie a pris ensuite la parole et s'est livré à une discussion qu'il appuie sur les arrêts de la Cour de cassation; il l'a fortifiée par la citation des théories de M. Favard de Langlade sur l'interprétation de l'art. 5 de la Charte, et a conclu à la confirmation du jugement de Montargis.

L'affaire a été renvoyée à l'audience du lendemain pour entendre M^e Lafontaine.

M^e Lafontaine rappelle d'abord les faits; il s'élève avec force contre l'arrestation des deux prévenus opérée à trois lieues de leur résidence, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas de papiers. « Il est, dit-il, des hommes qui répètent avec une incroyable bonhomie que nous avons assez de libertés en France. De libertés alignées sur le papier, oui, sans doute ! mais de véritable liberté, de liberté passée dans les mœurs, il n'y en a que l'ombre dans un pays où tous les jours les agens de l'autorité peuvent se permettre impunément de pareils actes; où les mœurs publiques sont tellement encore que les masses ne s'en étonnent et ne s'en émeuvent que faiblement. De liberté véritable, il n'y en aura en France que le jour où fonctionnaires et citoyens, sujets et gouvernans sauront également apprécier, les uns avec un noble orgueil, les autres avec une sainte frayeur, ce que vaut, suivant l'expression d'un lord-chef-justice, une heure de liberté française. »

Après avoir soutenu que la liberté garantie par la Charte, ce n'est pas seulement la liberté de conscience, mais la liberté de religion, l'exercice du culte public et non du culte intérieur et individuel, l'avocat examine si le Concordat et les articles organiques sont, ainsi que les articles 291 et 294 du Code pénal, conciliables avec la Charte.

« C'est dans le discours même de Portalis l'ancien, poursuit-il, qu'il faut chercher des armes pour ruiner l'autorité du concordat. Un Français sans doute ne peut être gêné dans ses actions, entravé dans sa liberté que par une loi. Eh bien ! Portalis le déclare, le concordat n'est point une loi. Bien plus, la volonté générale, la volonté souveraine et nationale, c'est-à-dire la loi même, serait impuissante à soumettre les cœurs et les esprits dans tout ce qui tient à la nature, à l'enseignement et à la discipline des cultes. Où donc le concordat et les articles organiques prendront-ils leur point d'appui ? Dans la convention avec le pape qui participe, ainsi que les articles, de la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire de la nature d'un véritable contrat ? N'est-il pas dérisoire de représenter les articles organiques, qui furent publiés sans l'aveu et au grand scandale du pape, comme une négociation régulière où la religion catholique, et même le culte protestant, qui n'a pas de chef, qui ne peut être lié que par un synode général, auquel on se borna à demander quelques renseignements sur sa discipline, auraient été valablement représentés ? D'ailleurs quelle serait la conséquence de cette assertion ? Que tout au plus le gouvernement aurait le droit de ne point déférer aux réclamations individuelles de religionnaires qui se présenteraient comme attachés à la hiérarchie et soumis à la discipline d'un culte organisé; qu'il a pu rester sourd aux cris sublimes, mais isolés d'un La Mennais; que le concordat ne pourrait s'évanouir que devant l'imposante réputation de l'épiscopat entier et de tous les consistoires. Mais il en résulterait aussi cette autre conséquence invincible que le traité ne pourrait lier que ceux qui y auraient été représentés. »

« Entre la Charte et le concordat qui doit donc l'emporter ? Il est une chose dont on ne saurait assez se scandaliser; la Charte est la loi suprême, la loi des lois; et cependant chaque fois qu'un conflit s'élève entre cette Charte, réputée toute puissante, et la moindre loi organique, la moindre loi fiscale ou de police, jusqu'ici c'est toujours à la Charte à céder. La loi subalterne, toute positive, toute au profit du pouvoir, n'est pas remplacée, il faut provisoirement l'exécuter. Quant à la Charte, elle peut attendre. La Charte, c'est comme une théorie peu ou point applicable, qu'une chose d'abstrait, de métaphysique. C'est ainsi que la Charte doit céder devant les articles organiques, devant le Code pénal; c'est ainsi qu'elle a cédé devant nombre de décrets de l'Empire, plus inconstitutionnels, plus incompatibles les uns que les autres, quant à leur origine et leurs dispositions, avec les principes de la Charte. Déplorable jurisprudence qui est une atteinte à la morale législative, et dont les résultats vont plus loin qu'on ne pense ! N'est-ce pas une dérision de prétendre que les peuples s'empêchent d'un attachement naïf et profond pour les institutions consacrées par la Charte, qu'ils l'entraîneront d'un respect inaltérable et d'un amour sans partage, lorsqu'ils voient tous les jours le pouvoir et la jurisprudence traiter si cavalierement ce pacte sacré, cet arche sainte prétendue de nos franchises et de nos libertés ! (Sensation.) »

« Les mesures préventives de police sont compatibles avec ce texte : chacun professe sa religion avec liberté. Et cette promesse législative de franchise et de liberté, on ne craint pas d'y couvrir un lambeau de cet article 291, monument de tyrannie et de servitude, et de nous livrer la Charte ainsi travestie : Chacun professe sa religion avec liberté... sous les conditions qu'il plaira au gouvernement d'imposer (291). Voit-on un employé plus ou moins subalterne interrogeant du haut de son importance et de sa fatuité bureaucratique un nouveau culte, discutant sa discipline et ses dogmes, traitant un symbole de croyance religieuse comme un programme de fête publique, de feu d'artifice et de mats de cocagne ! et la plus noble et la plus sainte de nos libertés rabaisée aux nécessités de police que subissent les spectacles, les bals publics, les cirques olympiques et les baladins de la foire ! »

« Je ne sais si mes susceptibilités de Français et de citoyen s'exaltent trop vivement; mais la France me semble profondément humiliée quand je me la représente soumise à cette condition de ne pouvoir rendre un public hommage à son Dieu sans la permission de l'autorité municipale, réduite à cette alternative de se faire sollicitueuse ou pléideuse pour jouir du plus beau privilège de l'homme, celui de relever son front vers le ciel et d'adresser à la face du soleil sa prière au créateur; et les Français condamnés à venir disputer à la barre des tribunaux, comme pour un intérêt de voisinage et d'hypothèques, sur les plus augustes et les plus intimes facultés dont l'humanité ait été pourvue; quand je vois enfin cette noble et précieuse liberté de conscience et de culte, qui devrait régner glorieuse et respectée sur la France, réduite à s'humilier et à s'empresser en des syllogismes de palais, et à représenter humblement que là où il y a dépendance quelconque du pouvoir il n'y a plus liberté; que si l'exercice du culte a besoin de permission, ce n'est plus la Charte, mais la permission qui forme son titre, et que si la permission peut être refusée, il n'y a plus du tout de Charte, il n'y a plus que le despotisme éclairé de la police ! »

L'avocat rappelle les promesses si expresses, les engagements si formels que la loi de 1834 ne serait point appliquée aux réunions religieuses, par MM. Roger et Dubois de la Loire-Inférieure.

« N'y a-t-il pas, dit M^e Lafontaine, quelque chose de profondément démoralisateur dans des paroles si graves, tombées de si haut, si promptement et si cruellement démenties ! »

« Puisse la presse donner ici quelque retentissement à ma voix, et rappeler à la représentation nationale qu'elle a un compte à demander au pouvoir. Sans doute les honorables auteurs de ces amendemens ne restèrent pas muets devant la violation des promesses qui les firent écarter. Il est plus d'un orateur dans la Chambre à qui ces questions sont familières et qui a donné des gages à la liberté religieuse. Il est aussi des voix éloquentes et généreuses qui vont retentir pour la première fois à la tribune nationale et pour qui, je le sais, les intérêts de la religion sont graves, précieux, ce qu'ils doivent être en un mot, sacrés. »

« Une seule réflexion pourrait affaiblir l'impression que ces démonstrations doivent faire sur les esprits, ce serait celle-ci : Quel que soit le sort de l'art. 291 du Code pénal, quelles que soient les armes remises aux mains du pouvoir, elles ne sauraient être dangereuses; et désormais en France, dans l'état des mœurs et des esprits, la persécution est impossible. »

« Ce serait-là une dangereuse préoccupation. La persécution ! elle vient de relever sa tête hideuse aux yeux de l'Europe stupéfaite; elle vient de frapper en même temps les catholiques en Prusse, les protestans en Autriche. La persécution ! elle est possible dans les proportions que comporte l'époque. La persécution ! mais elle existe en France, elle est flagrante, elle résulte de ce procès, de ceux qui l'ont précédé, de ceux qui vont suivre; car il est dans la nature des convictions fermes et sincères de résister et de persévérer. La persécution, elle a déjà atteint les Piétistes, les Louists, les protestans de Suébourg, les anticoncordataires de Beaulieu, les protestans de la confession d'Augsbourg. Ce n'est pas tout, le culte protestant a fait quelques progrès dans ces derniers temps. On se souvient de cette conversion d'une commune entière du département du Calvados, au protestantisme. Le clergé catholique s'en inquiète. Une rivalité ombrageuse, qui a toujours existé

entre les deux religions, se manifeste plus que jamais; on s'observe d'un œil jaloux. La presse légitimiste n'épargne pas aux protestants les paroles amères. Un journal, regardé comme le journal de l'administration, et qui à ce titre devrait s'imposer plus de réserve, a prononcé ces paroles au moins imprudentes: « Saint-Aignan tombe en ruines, tandis que Luther grandit et s'élève. » Au milieu de ces symptômes, le devoir du gouvernement serait de maintenir dans toute sa pureté le principe de la tolérance, de tenir d'une main ferme la balance égale entre les deux religions. Telle n'est pas sa conduite. Il semble avoir résolu d'arrêter le mouvement protestant; il se déclare ouvertement hostile à la religion réformée. Chaque jour les actes d'intolérance se multiplient, et si votre appui manque aujourd'hui à la liberté, qui sait quelle en sera la limite!

L'avocat lit une lettre d'un des membres de la Société Évangélique, qui retrace les tracasseries et les entraves récentes dont les protestants ont à se plaindre dans le Midi. Les autorisations sollicitées du gouvernement ont été refusées. Il rappelle ce qui vient de se passer dans une commune du Calvados, la destitution de son maire, et l'interdiction mise par le nouveau maire à l'exercice du culte protestant. « Tout cela, ajoute M^e Lafontaine, n'est rien à côté du dernier jugement de Montargis, qui vient de condamner à deux mois de prison le pasteur consacré, mais non salarié par l'Etat, qui célébrait le culte protestant dans le temple ouvert à Montargis depuis 1835, temple qui, par suite de cette oppression, vient d'être fermé.

Après la révocation de l'édit de Nantes, on envoyait les protestants aux galères; mais nous ne faisons que commencer. Voyez comme la marche a été rapide. On a passé de l'article 294 à l'article 291, de l'article 291 à la loi de 1834, qui punit les simples assistans. Mais a-t-on bien prévu jusqu'où l'on peut être conduit dans cette voie où l'on s'engage. Dans le Midi surtout où les imaginations s'exaltent aisément, où les esprits s'enflamment vite, les hommes pieux mettront autant de fermeté à se laisser condamner que le ministère public à les poursuivre. Nous verrons donc dans notre siècle, si le ministère public est conséquent, s'il ne fait point de catégorie arbitraire, ces masses de trente, quarante, cent cinquante citoyens condamnés à deux ans d'emprisonnement et à la surveillance de la haute police, pour avoir écouté avec recueillement de pieuses exhortations, prié en commun et chanté des cantiques!

De tels actes sont bien étranges, au moment où les cultes catholique et protestant semblent se donner la main pour bénir les mariages des membres de la famille royale. Bizarre rapprochement! Si l'itinéraire de la jeune princesse qui vient de s'asseoir sur le trône de France l'eût fait passer par la commune de Sceaux, et qu'en voyant le concours de ses habitans autour de l'évangéliste, elle eût désiré se joindre à eux et entendre la parole d'un homme de sa religion, elle eût été, elle eût dû être repoussée!... Heureux début sur la terre de France! et qui lui eût donné une singulière idée de la philosophie et des lois de cette France tant vantée! (Mouvement.)

Quelle peut être la pensée du gouvernement? cède-t-il aux exigences d'une religion rivale? veut-il calmer à ce prix le dépit qu'ont dû causer les mariages auxquels j'ai fait allusion? ces poursuites sont-elles pour le clergé catholique les présens de fiançailles? affecterait-il les alarmes que témoignait la Restauration contre les progrès du protestantisme, notamment dans le fameux réquisitoire signé Belart? s'effraierait-il de la possibilité de voir, dans un avenir plus ou moins éloigné, la majorité des Français convertie à un culte que l'on regarde communément comme plus ami de la liberté? Si ce résultat était possible, le meilleur moyen de l'accélérer ne serait-il pas la persécution? et si telles étaient les destinées providentielles du protestantisme, qui donc oserait se se flatter d'en empêcher l'accomplissement? quel pygmée ministériel croirait pouvoir dire au mouvement du siècle, à l'esprit humain: Tu n'iras pas plus loin.

Voilà la cause, dit en terminant M^e Lafontaine; elle offre de graves sujets de méditation, elle fait naître de pénibles réflexions. N'avons-nous pas assez de nos querelles politiques? faut-il compliquer notre situation par des querelles religieuses? l'intolérance et la persécution vont-elles renaître en France? la constitution ne sera-t-elle toujours qu'une lettre morte et impuissante? les lois les plus claires seront-elles toujours éludées suivant les intérêts ou les passions du moment?

En voyant le pouvoir, chaque jour plus rétrograde, nous disputer une à une dans la pratique les conséquences des franchises des mieux établies dans nos lois; et, dans ce seul procès la liberté individuelle et la liberté religieuse opprimées, le texte le plus sacré de la Charte déchiré et foulé aux pieds; les concessions ou plutôt les hommages rendus à la liberté par un ministre, à quelques années de distance rétractées par son successeur; les promesses les plus solennelles faites au pays du haut de la tribune nationale oubliées ou trahies; les vœux des mandataires du peuple méconnus et trompés; leur intervention même stérile et impuissante... l'esprit est frappé de la gravité que communique à de pareils faits leur rapprochement des enseignemens et des promesses de 1830. Le cœur se remplit d'amertume, et désespérant presque de la liberté, on conçoit et l'on éprouve le découragement profond qui dicta à une âme romaine cette douloureuse et patriotique exclamation: *Onomen dulce libertatis! o jus eximium civitatis nostrae! o lex Porcia! simproniaque leges!... o tribunitia potestas!... hucine tandem omnia reciderunt!*

Heureusement, Messieurs, à nous Français il reste un espoir, et cet espoir, c'est vous. La France sait trop, et ce procès le lui prouve encore, que les pactes les plus sacrés entre le pouvoir et le pays ne sont rien sans une magistrature ferme et indépendante qui les fasse respecter. La magistrature, elle est la dépositaire de toutes nos franchises et de toutes nos libertés; car c'est devant elle, en dernier terme, que viennent se résoudre, légalement du moins, tous les conflits entre le pouvoir et les citoyens. Oui, Messieurs, vous tenez dans vos mains les clés de la voûte sociale, les clés de la voûte légale! Eh bien! j'en ai la ferme confiance, cette magistrature ferme et indépendante, elle ne manquera pas à la France aujourd'hui dans cette cause, à la France, qui embrasse l'autel de votre justice, qui vous conjure de lui conserver sa liberté la plus précieuse, la plus inséparable de toute civilisation!

Vous ne serez pas sourds, Messieurs, à cette voix de la patrie, à cette voix de vos concitoyens protestans, qui, on vous l'a dit, lèvent en ce moment leurs mains suppliantes vers leur Dieu, mais qui les lèvent aussi vers vous, vous les représentans de sa justice sur la terre.

Vous répéterez, Messieurs, vous ferez mieux, vous appliquerez, vous appliquerez aujourd'hui, vous appliquerez demain, vous appliquerez toujours ces belles paroles:

« La liberté est descendue de la philosophie dans les lois, il est temps qu'elle passe des lois dans les arrêts. C'est à cette condition seulement que la Charte sera une vérité. »

Après cette éloquent plaidoirie, M^e Lafontaine reçoit les vives félicitations de ses confrères; les protestans qui assistent à l'audience l'entourent et le remercient avec effusion.

La cour, après deux heures et demie de délibération, rend un arrêt ainsi conçu:

La Cour:

« Considérant que le principe de la liberté des cultes proclamée par la Constitution de 1791, garanti par celles de l'an II et de l'an III, a été consacré dans toute sa plénitude par la Charte de 1830;

« Qu'en effet l'article 5 dispose d'une manière générale et absolue que chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection;

« Qu'évidemment cette disposition n'a pas eu pour objet de protéger seulement la liberté des opinions et des croyances qui, renfermées dans le sanctuaire impénétrable de la conscience, échappent à l'empire des lois humaines; mais bien d'assurer la libre manifestation de ces croyances par des paroles ou par des actes extérieurs, c'est-à-dire par l'exercice de certaines pratiques ou cérémonies;

« Qu'à la vérité, la liberté religieuse, comme toutes nos libertés politiques, est soumise aux nécessités de l'ordre social; que, dans l'intérêt même de sa conservation, cette liberté a besoin de la surveillance de l'autorité temporelle; mais que cette surveillance, destinée à réprimer les abus du droit, ne doit pas en gêner et surtout en empêcher l'exercice;

« Que c'est ainsi que le législateur de l'an IV avait su concilier le respect dû au principe de la liberté des cultes avec l'intérêt de l'ordre public, en exigeant, par la loi du 7 vendémiaire, une déclaration préalable et les mesures de police de sûreté qu'elle jugerait nécessaires;

« Que le Code pénal de 1810, portant plus loin l'exigence dans les articles 291 et 292, a, il est vrai, soumis à la condition de l'agrément du gouvernement l'existence des associations ayant pour but de s'occuper d'objets religieux; mais que ces dispositions restrictives sont aujourd'hui inconciliables avec le droit faanchement entendu de professer librement sa religion;

« Qu'en effet, admettre dans ce cas la nécessité pour les citoyens de demander l'agrément du gouvernement ce serait reconnaître à celui-ci la faculté de le refuser, et par suite rendre illusoire l'un des droits les plus précieux à l'homme;

« Que la conséquence nécessaire de cette incompatibilité entre l'article 5 du pacte social et les articles 291 et suivans du Code pénal, est donc, conformément à l'article 70 de la Charte, l'abrogation virtuelle des dispositions précitées, en tout ce qui est relatif à l'exercice des cultes;

« Que vainement on objecte, pour démontrer la non abrogation des articles précités, qu'ils ont été littéralement maintenus dans le Code révisé en 1832; car d'une part il est de principe qu'une loi ne peut implicitement détruire l'effet d'une disposition de la constitution; et d'autre part il résulte de la discussion à laquelle a donné lieu le nouveau Code pénal que l'on n'entend pas réviser le système général de la législation criminelle, mais seulement apporter des modifications à des peines devenues trop sévères dans l'état actuel de nos mœurs;

« Que vainement aussi on voudrait appliquer à la cause la loi du 10 avril 1834; qu'en effet cette loi n'a voulu prohiber que les associations proprement dites résultant d'un accord entre les associés, et dont le but ou le prétexte serait de s'occuper de théories ou controverses religieuses; mais qu'évidemment elle n'a pas entendu atteindre les simples rassemblemens d'individus réunis par un même sentiment religieux et pour l'exercice d'un culte;

« Que cette interprétation résulte de la discussion au Corps législatif et notamment de la déclaration formelle du ministre des cultes, décision qui a dû déterminer le rejet des amendemens proposés comme surabondans et inutiles;

« Considérant, en fait, qu'il résulte de l'instruction et des débats que les prévenus Doyne et Lemaire appartiennent à la religion chrétienne réformée;

« Que, le 16 juillet et le 10 septembre 1837, ils se sont rendus dans les communes de Sceaux et de Cepoy, et que, là, Doyne, autorisé à cet effet par le pasteur de la consistoriale d'Orléans, a fait des prières, chanté des psaumes, lu et expliqué l'Evangile en présence de tous ceux qui, soit par un sentiment religieux, soit par un motif de curiosité, s'étaient spontanément et sans accord préalable réunis autour de lui;

« Qu'en agissant ainsi, les prévenus n'ont fait que se livrer à des actes appartenant à l'exercice de leur culte, et n'ont par conséquent contrevenu à aucune loi pénale encore en vigueur;

« Par ces motifs, infirme. »

M. le procureur-général s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE (1^{re} section).

(Présidence de M. Desparbès de Lussan.)

Audience du 14 janvier 1838.

VOL D'UNE LAMPE. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE. — CONDAMNATION. (Voir la Gazette des Tribunaux des 11, 12, 13 et 14 janvier.)

L'audience est ouverte à dix heures et demie. Bien que des répliques aient été annoncées à la fin de l'audience de samedi, M. l'avocat-général ne prend point la parole.

Après quelques interpellations adressées à plusieurs témoins sur la demande de l'accusé, M. le président fait le résumé des débats, et donne ensuite lecture à MM. les jurés des 34 questions qui leur sont soumises. On remarque que M. et M^{me} Ludlow, qui pendant tout le débat n'ont pas quitté la place qu'ils occupaient au banc des témoins, sortent de l'audience.

Après une délibération de trois heures et demie, MM. les jurés rentrent; leur chef, au milieu du plus profond silence, se lève et dit: « Sur toutes les questions, à la majorité, oui, l'accusé est coupable. »

L'accusé est introduit; c'est avec peine qu'aïdé par les gendarmes il peut se traîner jusqu'à son banc. On lui donne lecture de la réponse du jury. Pendant ce temps il tombe dans un profond abattement; il ne sort de cet abattement que pour sangloter. « Je suis innocent, s'écrie-t-il. » Il paraît sur le point de se trouver mal; on lui fait respirer du vinaigre.

M. l'avocat-général requiert l'application de la peine.

M^e Arragon présente quelques observations sur la qualification légale des faits imputés à Cochard; il s'attache à démontrer que les grattages et surcharges dont il est reconnu coupable, ne peuvent constituer un faux en écriture privée. Pour qu'il y ait faux, il est nécessaire que l'altération ait lieu sur un titre pouvant constituer obligation et décharge. Selon le défenseur, les livres de M. Ludlow ne rentrent point dans cette catégorie.

« Maintenant, continue le défenseur, bien que l'accusé soit déclaré coupable, nous n'en conservons pas moins la conviction de son innocence, et il est de notre devoir de demander acte à la Cour de certains faits qui, dans notre opinion, seraient de nature à donner ouverture à la cassation, Je demande acte, 1^o de ce que l'on a lu à l'audience les dépositions écrites de témoins et de commissions rogatoires sur des faits étrangers au procès; 2^o de ce que l'on a entendu des témoins sur des faits étrangers au procès, et remontant à plus de dix ans; 3^o de ce que M. Triquant, l'un des témoins, a été chargé par M. le président d'aller chercher le sieur Frank pour déposer à l'audience sur des faits résultant de la déposition dudit sieur Triquant; 4^o de ce qu'alors que pendant le cours du débat il avait été requis par le ministère public, et consenti par la défense, que des lettres adressées à M. l'avocat-général ne seraient point lues et ne deviendraient pas pièces du procès, M. le président, dans son résumé, a fait connaître à MM. les jurés que ces lettres étaient écrites par l'accusé à la jeune Camilla Ludlow. » (Mouvement.)

M. l'avocat-général: Nous ne serons pas long. Nous comprenons tout ce que ce débat doit avoir de pénible pour tout le monde; nous répondrons en deux mots aux observations du défenseur. Quant à la qualification légale des altérations dont l'accusé est reconnu l'auteur, il nous suffit de rappeler que ces altérations avaient pour but de causer un préjudice de plus de 8000 fr. à M. Ludlow.

« Nous ne nous opposons pas à ce qu'il soit donné acte au défenseur des trois premiers faits par lui signalés; mais nous nous opposons formellement à ce qu'il lui soit donné acte du quatrième. M. le président dans son résumé n'a fait que rappeler ce que le ministère public avait dit dans le cours du débat et dans son réquisitoire, à savoir que la lecture des lettres en question serait un outrage à la morale publique. »

M^e Arragon: Ce qu'il y a de certain, c'est que M. l'avocat-général n'a point dit à qui ces lettres étaient adressées....

M. l'avocat-général: Le défenseur est dans l'erreur: pour le prouver, il nous suffira de rappeler les paroles que nous avons prononcées au moment de l'incident relatif à ces lettres. Nous avons dit qu'elles contenaient des révélations fâcheuses sur M. et Mme Ludlow et sur une troisième personne; tout le monde a compris qu'il s'agissait de la jeune Ludlow.

M^e Arragon: Nous avons vu plus de cinquante personnes qui pensaient que ces lettres étaient adressées à Mme Ludlow.

M. l'avocat-général: Mais les paroles de Cochard prouvent le contraire. En réponse à l'une de nos observations, il s'est écrié que ces lettres n'étaient que des brouillons non signés qui n'avaient jamais été remis à la jeune Camilla Ludlow.

M^e Arragon: Jamais le nom de la jeune Ludlow n'a été prononcé par l'accusé.

La Cour, après délibéré, donne acte à la défense des trois premiers faits articulés, en ajoutant toutefois que les témoins ont été entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire. Sur le quatrième fait, la Cour donne acte de ce que, dans son résumé, M. le président a nommé la jeune Camilla Ludlow qui avait été désignée indirectement pendant les débats par M. l'avocat-général.

Statuant sur l'application de la peine, la Cour, attendu que les faits dont Cochard est reconnu coupable constituent les crimes de vol et de faux en écriture privée, le condamne à huit ans de recluasion avec exposition publique, et à 100 fr. d'amende; fixe à un an la durée de la contrainte par corps.

Cochard, qui est anéanti, quitte son banc, soutenu par les gardes. Plusieurs membres de sa famille, qui l'ont assisté pendant le cours des débats, fondent en larmes.

Nota. M. Maureng, juré, siégeant dans l'affaire, qui a été condamné, le deuxième jour des débats, à 500 fr. d'amende et remplacé par un juré supplémentaire, a fait valoir son excuse. Il n'avait pas entendu que l'audience eût été renvoyée à 9 heures, au lieu de 10 heures. La Cour a admis sa bonne foi et l'a relevé de l'amende.

COUR D'ASSISES DE L'OISE,

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENT DE M. DECAYEUX, CONSEILLER A LA COUR ROYALE D'AMIENS.

Quatrième trimestre de 1837.

DOUBLE ASSASSINAT. — CONDAMNATION A MORT.

Il y a peu d'années, le nommé Tantôt comparut devant la Cour d'assises de l'Oise comme témoin dans une affaire de parricide, et ses révélations entraînent la condamnation des coupables. Depuis ce temps, cet homme a acquis une si mauvaise renommée que dès que quelque méfait était commis, on ne manquait pas de le lui attribuer. Si un incendie éclatait dans la contrée, c'était Tantôt qui, par vengeance, avait déposé le germe incendiaire. Si un assassinat horrible avait été commis, Tantôt se vantait d'en être l'auteur; et dans la prison de Melun où il était détenu pour vol, il se plaisait à faire à ses camarades le récit vrai ou supposé de ses criminels exploits.

Cette conduite annonçait une grande perversité d'âme qui prédisait bientôt son fruit. Libéré de sa peine ainsi que le nommé Chantrelle, son ami, on les voit parcourir le département de l'Oise le jour et la nuit et devenir la terreur de tout le pays. Aussitôt des crimes se multiplient: à Maignelay, une tentative de vol est commise chez le curé. La nuit, deux hommes s'introduisent dans le presbytère et sont forcés de fuir aux cris de la domestique qui heureusement les aperçut avant qu'ils pussent pénétrer dans les appartemens. Quelques jours après un vol est commis chez le curé d'Agnetz; et dans la nuit du 25 au 26 avril un double assassinat suivi de vol est consommé dans la commune de Bury: deux vieillards octogénaires, le frère et la sœur sont trouvés baignés dans leur sang, ayant à côté d'eux un jeune enfant qui avait miraculeusement échappé à la mort qui le menaçait. Tombé dans la ruelle de son lit, il n'avait sans doute pas été aperçu par les assassins. Aux premières investigations de la justice, les soupçons planèrent sur Tantôt et Chantrelle père et fils, habitans la commune de Bury. Ils furent aussitôt arrêtés, ainsi que Tantôt père qui se donna la mort dans la prison de Clermont. Tantôt fils avisa à un autre moyen de se soustraire à la peine qui le menaçait; quoique chargé de fers, il parvint à percer son cachot et à franchir un double mur de trente pieds d'élévation. Arrêté à une lieue de Clermont, à l'instant où il avait presque dérivé ses fers et où il voyait possibilité d'assurer sa fuite, il lutta quelques instans contre les gendarmes qui voulaient le saisir; mais, obligé de céder à la force; il fut réintégré dans la prison. Objet d'une surveillance toute spéciale, cet homme adroit faillit cependant exécuter une seconde évasion. Depuis on veille continuellement sur lui, et c'est au milieu d'un nombreux cortège de gendarmerie qu'il fut amené à Beauvais et qu'il est conduit à la Cour d'assises.

Sur le banc des accusés, il paraît calme; son air est assuré, son langage étonne pour un homme de sa condition; il sait rendre ses idées avec une précision et une netteté remarquables. Il fait preuve d'une grande intelligence.

A côté de lui figurent Chantrelle père et fils, à qui l'accusation impute d'avoir donné les instructions nécessaires pour commettre l'assassinat.

Après la lecture de l'acte d'accusation on fait l'appel des témoins au nombre de 70. M. le président procède ensuite à l'interrogatoire des accusés.

D. Comment vous appelez-vous? — R. Jean Tantôt, âgé de 24 ans, ouvrier tonnelier, demeurant à Domfront.

D. Avez-vous été déjà condamné? — R. Oui, une première fois à un mois de prison pour avoir coupé des arbres, et une seconde fois à un an et un jour pour vol. J'ai subi ma peine à Melun.

D. A quelle époque avez-vous été libéré? — R. Le 1^{er} avril 1837. Je suis resté à Melun plusieurs jours pour attendre que Chantrelle fût libre.

D. Où êtes-vous allé ensuite? — R. Nous sommes allés à Bury, le 13 mars, chez Chantrelle père. Après y être restés un jour, nous avons voyagé à peu près pendant 10 jours.

D. Êtes-vous passé à Maignelay le 17 mars? — R. Non, mais seulement le 18, en revenant de Domfront.

D. Où avez-vous couché le 18? — R. Dans une meule près du village d'Agnetz.

D. Qu'avez-vous fait dans cette commune? — R. J'ai commis un vol chez M. le curé avec Chantrelle fils. (Jusqu'ici il n'avait point avoué ce vol.)

D. Où êtes-vous allé ensuite? — R. A Paris où je suis entré à l'hôpital le 1^{er} avril. J'en suis sorti le 21; je suis resté dans Paris jusqu'au 25, et le 26 avril je suis allé à Melun où je suis arrivé à 6 heures du soir.

D. N'étiez-vous pas à Bury dans la nuit du 25 au 26, et n'avez-vous pas commis un assassinat sur la personne de Fourtin et de sa sœur? — R. Non, j'étais à Paris; j'ai couché chez Vidy, à la barrière Fontainebleau.

D. N'êtes-vous pas allé à Domfront le 1^{er} mai, et n'avez-vous pas déposé un paquet sur un saule dans une prairie? — R. Je suis allé à Domfront, mais je n'ai pas déposé de paquet.

D. Vous portiez des lunettes, quoique vous n'avez pas l'habitude; quel était votre motif? — R. C'était par bêtise.

D. Vous n'êtes pas bête; vous avez la conscience de votre intelligence: vous vous en êtes plusieurs fois vanté, et si vous vous êtes déguisé, c'est que vous aviez un motif. — R. Non, je ne voulais pas me déguiser. Si je m'étais déguisé, sans doute c'eût été pour n'être pas reconnu, et dans ce cas, je ne serais pas allé dans mon pays, où, malgré mes lunettes, je devais être reconnu par tout le monde; vous voyez donc que ce n'était pas là mon motif.

D. On a trouvé une chemise à Bury, dans un tas de paille, près de la maison où l'assassinat a été commis; est-ce vous qui l'avez laissée? — R. Non.

D. Mais on a reconnu cette chemise pour être la vôtre. — R. Je n'en sais rien.

D. Vous avez donné un mouchoir à la fille Lescuyer qui a été reconnue avoir appartenu aux victimes? — R. Je n'ai jamais donné de mouchoir à cette fille.

On procède ensuite à l'interrogatoire de Louis Chantrelle fils, âgé de 28 ans. Il avoue avoir commis de complicité avec Tantôt le vol d'Agnetz, il proteste de son innocence relativement à l'assassinat.

Chantrelle père, âgé de 58 ans, avoue avoir reçu une fois Tantôt chez lui, mais ne lui avoir donné aucune instruction pour commettre l'assassinat.

Après ces interrogatoires, on entend des témoins sur la tentative de vol de Maignelay et le vol d'Agnetz; ils confirment les aveux des accusés quant à ce dernier vol.

On passe ensuite aux témoins relatifs à l'assassinat.

Le sieur Veret: Le 26 avril, je travaillais chez Mme Caffin, belle-fille de Fourtin. Elle vint me dire, sur les huit heures du matin, qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire chez Fourtin; que son fils, âgé de sept ans, était accouru chez elle en disant qu'il ne voyait plus son grand papa ni sa tante. Je courus à cette maison; quelle fut ma frayeur en voyant dans la première chambre la cadavre de Fourtin étendu sur son lit, baigné dans son sang; je remarquai une large blessure à la tête. Je passai dans un appartement voisin et je vis la sœur de Fourtin couverte de ses draps et tout ensanglantée. J'acquis bientôt la certitude qu'elle était morte aussi et qu'elle avait été assassinée comme son frère. Près de son lit était celui du jeune Fourtin; ce lit en désordre et la couverture tombée dans la ruelle avec les draps annonçaient que l'enfant avait fait une chute dans la nuit. C'est à cette chute que sans doute il doit la vie, car il n'aurait pas été aperçu par les assassins. (Mouvement dans l'auditoire.)

Jacques Fourtin, cet enfant de sept ans qui a échappé si miraculeusement au fer des assassins, est introduit; à sa vue, un mouvement général d'intérêt se manifeste.

M. le président: Dans la nuit de l'assassinat vous étiez couché dans la chambre de votre tante; avez-vous entendu du bruit?

Fourtin: La nuit j'ai entendu papa Fourtin appeler ma tante; j'ai ensuite entendu du bruit, mais je ne me rappelle pas ce qui s'est passé, je dormais.

Léger Parmentier: Fourtin, mon beau-père, était connu pour avoir de l'argent; après l'assassinat on a trouvé 2.800 fr. que les assassins n'avaient pas découvert. J'ai vu le désordre qui régnait dans la maison le lendemain de l'assassinat; une seule personne n'a pu le commettre. Il y avait à la porte de la maison un contre à charrette taché de sang qui a servi à la consommation du crime; il y a même encore des cheveux collés. (Mouvement d'horreur.)

Noizez, médecin: J'ai été appelé par M. le juge d'instruction pour faire l'autopsie des cadavres; j'ai reconnu que la mort était le résultat d'un assassinat; il y avait sur le drap l'empreinte d'une main ensanglantée; la forme de cette empreinte, qui paraissait provenir de l'assassin, annonçait qu'il avait une main large et courte.

M. le président: Tantôt, montrez votre main à MM. les jurés.

L'accusé montre sa main, et l'on remarque qu'elle est large et courte. M. le président ordonne aux gendarmes de conduire l'accusé près du bureau des pièces à conviction. On lui fait appliquer la main sur le drap ensanglanté, et M. le président pose au docteur cette question:

M. le président: Croyez-vous que l'empreinte par vous constatée ait pu être produite par la main de Tantôt?

Le docteur: Je ne puis dire si c'est la main de Tantôt qui a produit cette empreinte; mais c'est une main à peu près semblable. (Mouvement dans l'auditoire.)

Pendant ce débat, on notifie aux accusés une nouvelle liste de témoins, et le ministère public annonce qu'ils doivent déposer de faits concernant principalement Chantrelle père.

M^e Beauvais prend des conclusions par lesquelles il demande l'annulation de la notification, et déclare s'opposer à l'audition des témoins; subsidiairement et attendu la gravité de l'incident, il demande le renvoi à une autre session.

Une vive discussion s'engage entre **M^e Beauvais** et **M. Marie**, substitut du procureur du Roi, sur la question soulevée par cet incident, et la Cour rend un arrêt par lequel elle annule cette notification tardivement faite; néanmoins, M. le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonne que les témoins seront entendus, et de plus, que l'on assignera de suite tous les autres témoins que les accusés ou leurs conseils croiront devoir indiquer.

M. le président ajoute que, dans une affaire aussi grave, il ne négligera aucuns moyens d'éclairer la religion de MM. les jurés, et qu'il consentira volontiers à donner lecture des pièces que les défenseurs trouveront utiles à leur cause. (Approbation générale.)

On continue l'audition des témoins.

Wauchoux: J'ai souvent vu Tantôt chez Chantrelle, à Bury.

On entend un assez grand nombre de témoins qui constatent la présence de Tantôt à Bury, à diverses époques, sans pouvoir indiquer le 25 avril.

La femme Breton: Le 24 avril, entre 4 et 5 heures du soir, j'ai vu un homme couché sur un ridsau, à peu de distance de la maison de Fourtin; il avait la tête enveloppée d'un mouchoir; je ne puis dire si c'était Tantôt.

M. le président: Tantôt, le 26 avril, en arrivant à Melun, vous aviez la tête enveloppée d'un mouchoir; il y a là une coïncidence bien malheureuse pour vous.

L'accusé: On a bien pu voir un homme à Bury la tête enveloppée d'un mouchoir, sans qu'on puisse en tirer la conséquence que c'était moi; d'ailleurs je n'étais pas à Bury.

Napoléon Neveu: Revenant, le 25 avril, de Momy, sur les 8 heures du soir, j'ai vu une personne dans des arbres, à 50 pas de la maison Fourtin, elle avait la tête enveloppée d'un mouchoir.

Chaufouveau: J'ai trouvé dans un tas de paille une chemise portant des taches de sang à la manche; il y avait aussi des taches à la partie correspondante à l'aîne droite.

La femme Héris: J'ai fait des chemises pour Tantôt, et je reconnais celle que vous me présentez comme étant la sienne. (Impression dans l'auditoire.)

M. le président: Qu'avez-vous à dire, Tantôt.

R. J'ai à dire que le témoin n'a pas fait de chemises que pour moi seul, et qu'en supposant qu'il en reconnût la forme on ne pour-

rait pas encore en tirer la conséquence directe que cette chemise soit la mienne.

M^e Leroux: Le témoin reconnaît-il la toile?

R. Oui, cette toile est semblable à celle qui m'a été remise par la mère de Tantôt pour faire des chemises, et je suis sûr que cette chemise est celle de Tantôt.

L'accusé: Quand cette chemise aurait été faite pour moi, ce ne serait pas encore une raison pour qu'on pût en conclure que je l'eusse portée à l'endroit où elle a été trouvée. J'ai quitté la maison de mon père depuis un an, d'autres personnes ont pu porter mes chemises.

M. le président ordonne la lecture de la déposition de la sœur de Tantôt, de laquelle il résulte qu'elle reconnaît la chemise pour être celle qu'elle lui a donnée le 18 mars.

L'accusé: Ma sœur n'a pas l'usage de toutes ses facultés intellectuelles; veuillez, M. le président soumettre des questions à cet égard aux personnes du pays.

M. le président pose la question à plusieurs témoins, qui reconnaissent qu'effectivement l'intelligence de la fille Tantôt est bornée; mais que cependant elle peut reconnaître le linge, d'autant plus que, dans la maison de son père, c'est elle qui est chargée de le laver.

Le sieur Vidy, logeur à Paris: Je ne connais pas Tantôt, il n'y a sur mes registres aucune trace qui constate qu'il ait logé chez moi du 21 au 26 avril.

L'accusé: Cependant je vais vous donner des détails qui ne vous permettront pas de douter que j'aie logé chez vous (effectivement il désigne les lieux, la chambre dans laquelle il aurait couché; cite les noms de tous les domestiques et indique même jusqu'aux habitués de la maison.)

Le témoin: Tout cela est exact; mais je ne me rappelle pas vous avoir vu chez moi.

M^e Leroux: Cette précision semble cependant justifier la déclaration de l'accusé.

M. Marie, substitut: Non, cela prouve seulement que l'accusé, homme fort habile, aura pris des renseignements à cet égard.

V^e Martin: Le 26 avril, dans la soirée, Tantôt est arrivé à Melun, il avait la tête enveloppée d'un mouchoir.

Tantôt: Oui, j'avais une fluxion.

M. le président: Qu'êtes-vous allé faire à Melun? c'était sans doute pour établir un alibi?

Tantôt: Non, j'étais allé voir la fille Lescuyer, avec laquelle je voulais me marier.

Fille Lescuyer: J'ai connu Tantôt à Melun; j'ai eu des relations avec lui, et il m'avait promis de m'épouser: il disait qu'il était riche et qu'il allait recueillir l'héritage de son père. Comme j'étais malade, j'étais à l'hospice de Paris lorsqu'il vint me voir à la fin d'avril. Il m'a donné le mouchoir qui est là sur le bureau, avec de l'argent.

Tantôt: Ce n'est pas vrai; j'ai bien donné de l'argent, mais je n'ai pas donné de mouchoir.

Antoine Roger: Le 1^{er} mai, j'ai vu Tantôt à Domfront; il sortait du bois de M. Demoy et traversait les prés; il portait un paquet renfermé dans un mouchoir à carreaux rouges. Huit jours après, j'ai trouvé un paquet sur un saule à l'endroit où j'avais vu Tantôt.

M^{me} Caffin, belle-fille de Fourtin: Je reconnais pour avoir appartenu à Fourtin les mouchoirs renfermés dans le paquet trouvé à Domfront, ainsi que le mouchoir donné à la fille Lescuyer par Tantôt.

Tous les autres témoins confirment les précédentes déclarations et établissent l'alibi invoqué par Chantrelle père et fils.

L'audition des témoins a duré plus de deux jours.

La parole est donnée à M. Auguste Marie, substitut de M. le procureur du Roi. Il s'exprime en ces termes:

« Messieurs les jurés, au point où la civilisation est parvenue en France, alors que le bienfait de l'éducation se répandant chaque jour davantage devrait exercer déjà une salutaire influence parmi nous, c'est avec un douloureux effroi qu'on a vu depuis quelques années se succéder partout, et surtout au sein de vos contrées, d'audacieuses attaques contre les propriétés, d'affreux attentats contre les personnes, devant lesquels se sont pour ainsi dire effacées les pages les plus sanglantes de nos annales judiciaires. On s'est demandé si la vie de l'homme ne serait pas à la merci de je ne sais quelle association mystérieuse et terrible, et si désormais elle pouvait attendre encore sécurité et protection.

« Aujourd'hui, alors que sur ces bancs sont venus s'asseoir avec les accusés le vol et tout ce qui pargrave, l'assassinat dans ce qu'il a de plus lâche et de plus odieux, vous avez le mot de cette cruelle énigme. Oui, il est des hommes pour lesquels le vol n'est pas la pensée d'un moment, mais une habitude, une profession; oui, il est des hommes pour lesquels l'assassinat n'est pas un acte de colère, un instant de démence furieuse, un parti extrême enfin, mais une affaire comme tant d'autres, que l'on médite, que l'on arrête, dont on calcule toutes les chances, que l'on exécute avec sang-froid, après laquelle on court comme au plaisir, à la débauche, sans trouble et sans remords, et dont on vient, au grand jour de la justice, dans de sèches dénégations, repousser l'accablante responsabilité. »

Le ministère public fait connaître les antécédents des trois accusés et discute ensuite l'accusation dans toutes ses parties; il fait ressortir avec force toutes les charges qui s'élèvent contre Tantôt.

L'accusation est abandonnée quant à Chantrelle père, et à l'égard de Chantrelle fils le ministère public ne requiert condamnation que pour le vol d'Agnetz.

« Tantôt est l'assassin, dit en terminant le ministère public; cette conviction qui nous anime, elle est dans vos âmes. Tantôt fut toujours un fléau pour la société; cette fois il a marqué son passage par une longue trace de sang, il n'y peut plus rester. Le passé de cet homme vous dira ce que serait son avenir. . . si cet homme avait un avenir.

« Point de demi-justice. Vous êtes sans doute en présence d'un devoir pénible; mais songez au sang versé depuis une année dans votre département, et la fermeté ne vous manquera pas. »

M^e Leroux, défenseur de Tantôt, avait une tâche pénible à remplir. Suivant le ministère public dans le plan qu'il s'est tracé, il fait ressortir tous les doutes qu'existent encore dans cette cause, puis il termine par cette réflexion: « Il existe des preuves, mais elles ne sont pas évidentes, elles n'excluent pas le doute; c'est à vous, MM. les jurés, qu'il appartient de les apprécier. Méditez! méditez longtemps, car le sujet en est digne. Apprenez-nous par votre décision que si la vie de l'homme peut être sacrifiée à la sécurité publique, ce n'est que dans des cas extrêmement rares, quand le doute a totalement disparu et lorsque la justice est certaine de frapper le vrai coupable. »

M^e Beauvais, dans une discussion vive et rapide, détruit les charges relevées par le ministère public contre Chantrelle fils, en ce qui concerne la tentative de vol de Maignelay; puis arrivant à l'assassinat, il démontre qu'aucune preuve n'existe contre Chantrelle père et fils, et que l'abandon de l'accusation est un acte de justice.

Après le résumé de M. le président, le jury est entré en délibération à deux heures du matin. A trois heures, il a prononcé un verdict d'acquiescement en faveur de Chantrelle père.

Chantrelle fils a été acquitté de l'assassinat; mais déclaré coupable du vol d'Agnetz, il a été condamné à 20 ans de travaux forcés.

Tantôt, déclaré coupable d'assassinat, a été condamné à mort. Il a entendu son arrêt avec la plus grande impassibilité.

Depuis sa condamnation, il a, dit-on, fait des révélations importantes; on dit même que par suite de ces révélations une instruction est commencée.

INCENDIE DU THÉÂTRE-ITALIEN.

Le Théâtre-Italien vient d'être complètement dévoré par un incendie: au moment où nous écrivons, il n'existe plus que les gros murs de ce monument.

Hier dimanche, on venait de jouer *Don Giovanni*; la représentation avait fini à onze heures un quart; à onze heures et demie la salle était vide. Les sapeurs-pompiers avaient fait leur ronde et n'avaient rien remarqué qui dût attirer leur attention. Vers une heure du matin, le sapeur de garde sur le théâtre sentit une forte odeur de brûlé; il dirigea ses pas vers le magasin des décors, au-dessus du foyer des musiciens, d'où paraissait émaner cette odeur; à l'instant même, il aperçut une lueur très vive; la flamme s'attachait déjà aux toiles des décors et grimpait le long des châssis. Ce pompier appelle à grands cris les employés du théâtre et les quatre camarades qui étaient de service avec lui; ils courent aux réservoirs: impossible d'en tirer une goutte d'eau; les conduits et les colonnes de chute étaient interceptés par la glace.

Cependant la vive clarté que répandait l'incendie, dont les flammes sortaient par toutes les fenêtres du théâtre et s'élevaient au-dessus de la toiture, avait donné l'alarme, et de tous côtés arrivaient les secours. La compagnie des sapeurs-pompiers de la rue de la Paix, commandée par le capitaine Renaudin; MM. Deroste, Marrigues et Yon, commissaires de police, étaient déjà sur les lieux. Bientôt arriva une autre compagnie de sapeurs-pompiers, avec le colonel Paulin, commandant de ce corps. L'intensité de l'incendie était telle, que l'on reconnut d'abord qu'il fallait renoncer à l'espoir de sauver le théâtre et ne plus s'occuper que de protéger les maisons contiguës et les habitations voisines.

On s'occupa activement de sauver le mobilier et les marchandises qui garnissaient les magasins du boulevard adossés au théâtre. On jetait par les fenêtres des matelas, des meubles, du linge, des livres, que l'on entassait pile-mêle sur la chaussée. Le pavé était jonché de feuilles de papier; c'étaient les partitions de musique du magasin de M. Pacini. A 2 heures le feu était dans toute son intensité; l'intérieur du théâtre n'était plus qu'une fournaise; les planchers craquaient de toutes parts. Malgré toute l'activité et le zèle des sapeurs-pompiers, il devenait impossible de sauver le théâtre, il fallait songer à préserver les maisons voisines qui recevaient une pluie de débris enflammés que le vent portait jusque sur la toiture de la salle de l'Opéra.

L'eau manquait, car l'on eut bientôt épuisé le réservoir des bains Chinois, et il fallait aller remplir les tonneaux à la pompe de la rue Grange-Batelière; on forma une double chaîne, l'une pour passer les seaux à incendie, et l'autre pour transporter les efforts que l'on arrachait aux flammes.

M. de Rambuteau, préfet de la Seine, et M. le lieutenant-général Darriville, encourageaient les travailleurs par leur présence.

On a plus d'un malheur à déplorer. Au moment où l'incendie éclata, quelques employés étaient encore dans l'intérieur du théâtre, et M. Severini et MM. Robert ses collègues se trouvaient renfermés dans leur cabinet pour quelques détails d'administration. L'incendie avait déjà fait des progrès sans qu'ils se doutassent que la mort était menaçante à côté d'eux. La fumée, qui arriva dans l'endroit où ils se trouvaient, leur donna le premier avertissement; ils voulurent sortir, mais ils reconnurent avec effroi que la retraite était coupée. Ils se dirigèrent alors vers un balcon où on leur tendit des cordes à l'aide desquelles MM. Robert, aidés du capitaine Renaudin, parvinrent à terre sans grave accident. M. Severini eût pu se sauver comme eux, mais étourdi par le péril, effrayé des cris: *Sauvez-vous!* qu'il entendait de toutes parts, il sauta par la fenêtre avec trop de précipitation et tomba la tête sur le pavé. . . Il resta mort sur la place. Il avait le crâne brisé et la colonne vertébrale rompue.

Deux sapeurs-pompiers ont été asphyxiés dans le cours de la crise; mais on est parvenu à les ramener à la vie. Ce matin, vers huit heures, un troisième est tombé dans le foyer de l'incendie. Il en a été retiré dans un état désespéré et transporté au Val-de-Grâce.

Une quatrième personne a été blessée, mais d'une manière peu dangereuse. On n'a jusqu'ici connaissance d'aucun autre accident.

Ce soir, les pompiers travaillaient à éteindre les débris qui brûlaient encore et à emporter la bibliothèque de musique située dans les étages supérieurs, et dont les volumineux cahiers encombraient les boulevards du côté du café Hardy. Mais le répertoire courant est totalement incendié, ce qui retardera beaucoup la réouverture dans une autre salle. Ces partitions ont été la proie des flammes, ainsi que les papiers de comptabilité et d'administration.

Toute la journée, une foule considérable a circulé sur les boulevards et les rues adjacentes, au milieu de tourbillons de fumée qui s'échappaient encore du foyer de l'incendie; mais le plus grand ordre a régné sur le lieu et aux environs de cet événement. La police a fait beaucoup d'arrestations, car les filoux ne manquent pas d'affluer en pareille circonstance.

Les sapeurs-pompiers, une partie de la 2^e légion de la garde nationale, la garde municipale et les autres troupes de la garnison ont rivalisé de zèle dans ce terrible événement.

M. le général Darriville, commandant la place de Paris, M. le procureur du Roi et M. Legonidec, juge d'instruction, sont arrivés successivement sur le théâtre du sinistre.

On ignore comment l'incendie a commencé, et les différentes versions que l'on fait à cet égard ne présentent aucun caractère de certitude.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

BREST. — Le Tribunal civil de Brest a constaté, à l'audience du 4 janvier, le décès de Joachim More, de Paris, fusilier au régiment d'infanterie de marine. Se trouvant, le 24 décembre dernier, dans un état complet d'ivresse, il voulut néanmoins escalader les murs du quartier pour rentrer en ville. Mais le piquet de la palissade sur lequel il s'appuya, avait pourri en terre et se rompit sous le poids du malheureux More. Il tomba donc sur le pavé d'une hauteur d'environ trente pieds, et mourut dans la nuit de l'effet de la commotion.

— PERPIGNAN. — AFFAIRE DU GÉNÉRAL DE BROSSARD. Vofci en

gros ce qu'on dit des faits qui ont amené l'accusation du général de Brossard, en vertu de laquelle il doit bientôt comparaître devant le conseil de guerre de Perpignan :

« Ce sont des actes de concussion et de dilapidation qu'on lui reprochera, dit-on, parmi lesquels le principal a trait à une somme de 60,000 fr., et qu'il aurait détournée à son profit de cette manière :

» Le général de Brossard, chargé de ravitailler Tlemcen, se préparait à cet effet à une expédition semblable à celle du général L'Étang, lorsque Ben Durand se chargea d'approvisionner cette place en traitant avec Abd-el-Kader; en effet, un traité eut lieu. Abd-el-Kader fournit tout ce qui était nécessaire. La garnison fut approvisionnée. Ben Durand établit le prix, et un mandat de 60,000 fr. lui fut délivré sur le trésor par le sous-intendant militaire Sicard, pour le remplir du montant de ses factures.

» Par suite de la paix conclue par M. le général Bugeaud, les vivres qui restaient à Tlemcen, lors de l'évacuation des Français, ont été vendus à Abd-el-Kader, et le consul de ce dernier à Oran s'est présenté dernièrement chez le général Bugeaud pour régler le compte de vente.

» Il disait pour Abd-el-Kader : Parmi ce que je vous ai acheté à Tlemcen, il y a du riz, il y a des grains que je vous ai fournis pour votre approvisionnement; vous ne devriez pas me les faire payer, parce que je vous les ai donnés. — Vous avez reçu pour cela 60,000 fr., répondit M. Bugeaud. — Abd-el-Kader n'a rien reçu, répondit le consul, votre garnison allait mourir de faim, et par humanité d'abord, et puis pour vous prouver qu'il voulait faire la paix avec les Français, Abd-el-Kader l'a nourrie.

» Cette conversation fut à l'instant connue de Ben Durand, qui se rendit de suite chez le général Bugeaud, et lui déclara que les 60,000 fr. qui lui avaient été comptés pour les vivres avaient été, par lui, remis au général de Brossard; qu'il n'avait pas, lui, profité d'un *boudjoux* dans cette affaire; que seulement il avait reçu du général de Brossard 6,000 fr. pour ses frais de voyage, etc. etc. Il ajouta que le général de Brossard aurait voulu traiter avec Abd-el-Kader pour lui livrer Oran, moyennant une forte somme; et enfin, pour se blanchir, il noircit autant qu'il le put le général de Brossard.

» Une entrevue eut lieu entre le général Bugeaud et le général de Brossard; elle fut vive. Le général de Brossard, accablé par les faits et ne pouvant faire intervenir Ben Durand, qui déjà avait gagné la plaine, aurait dit au général Bugeaud : *Et vous aussi, vous avez voulu faire de l'argent!* Vous avez demandé un pot-de-vin de 100,000 *boudjoux* à Abd-el-Kader pour faire la paix! — C'est vrai, aurait répondu le général Bugeaud, mais j'avais une autorisation du ministre, et je devais employer cette somme à faire des routes dans mon département.

» Les deux généraux s'emportèrent dans cette entrevue; ils se jetèrent des reproches l'un à l'autre; enfin, le général Bugeaud ordonna au général de Brossard de garder les arrêts pour huit jours.

» Le lendemain arriva le bateau à vapeur le *Papin*, qui portait le général Bro, inspecteur de cavalerie, et qui débarqua M^{me} de Brossard et son jeune fils. A la nouvelle de l'arrivée de cette dame, les arrêts furent levés; mais cinq jours après, M. de Brossard, sa femme et son fils s'embarquèrent sur le bateau le *Castor* et firent voile vers l'Espagne.

» On croyait à bord que cette fuite était une faveur de l'autorité qui voulait lui faire grâce. Mais depuis qu'on a vu le général de Brossard rentrer en France de lui-même, se constituer prisonnier de bon gré et demander des juges, on ne sait plus guère que penser, et l'on attend avec la plus grande curiosité l'issue de ce procès et les révélations qu'il ne devra pas manquer d'apporter.

(Journ. de Lot et Garonne).

PARIS, 15 JANVIER.

Le jury d'expropriation pour cause d'utilité publique s'est réuni aujourd'hui, sous la présidence de M. Debelleyme, pour fixer les indemnités dues aux propriétaires de Suresnes, expropriés par le chemin de fer de Paris à Versailles, rive droite. C'est le premier jury qui ait été appelé à prononcer sur les terrains occupés par ce chemin. Il est résulté des débats que la société a acquis, depuis Asnières jusqu'à l'extrémité de Chaville, 1643 pièces de terre à l'amiable. Suresnes est la seule commune qui ait arrêté les travaux en refusant les offres; et cependant même sur cette commune 106 parcelles de terre ont été vendues par des habitants de Puteaux, propriétaires de terrains à Suresnes. Les habitants de Suresnes ont seuls persisté dans leurs refus.

M^e Landrin, avocat, s'est présenté pour les 179 propriétaires qui n'ont pas traité, et à l'appui de l'augmentation de prix qu'il a réclamée, il a allégué le dérangement qui résultera pour la culture de l'établissement du chemin de fer, et le peu d'étendue du surplus des terrains de la commune.

M^e Baud, avocat de la compagnie, a soutenu la validité des offres en s'appuyant sur les 106 traités conclus dans la commune, et sur la valeur constatée par les contrats de ventes et adjudications depuis 1818 jusqu'à ce jour, inférieurs, selon lui, aux offres faites.

Le jury a nommé une commission qui se rendra sur les lieux, et il s'est ajourné à samedi prochain pour délibérer.

— MM. les jurés de la 1^{re} section, avant de se séparer, ont fait entre eux une collecte qui a produit 101 francs, et qu'ils ont destinée à l'instruction des jeunes détenus. Ceux de la seconde section ont réparti leur collecte, montant à 90 francs 50 centimes, entre la société élémentaire et la société de patronage des prévenus acquittés.

— Cochard s'est pourvu aujourd'hui en cassation contre l'arrêt qui l'a condamné à huit ans de reclusion et à l'exposition publique.

— Ce n'est que hier dimanche, à deux heures de l'après-midi, qu'est mort le malheureux M. Obry, après vingt-six heures des plus atroces souffrances. L'état de sa jeune épouse est de plus en plus satisfaisant, et tout fait espérer aux docteurs Florence et Coquerel, qui dès le premier moment lui ont prodigué les soins les plus éclairés, que son rétablissement sera rapide et complet, si, contre toute prévision, il ne se déclare pas quelque nouvel accident.

Les motifs qui ont pu porter M. Obry à commettre son double crime demeurent encore enveloppés de quelque obscurité. Les premiers mots cependant adressés par lui à sa femme en se présentant dans la boutique du n^o 8, rue Richelieu : « Ceci ressemble assez à une chapelle gothique, et pourrait fort bien servir de tombeau! » indiquent quelle espèce de reproche il croyait avoir à lui adresser. En l'absence de son mari, M^{me} Obry venait de faire décorer, dans la maison portant le n^o 92, même rue, un magasin dans le style gothique; son intention était d'y aller résider prochainement.

L'écrit tracé par ce malheureux au moment où croyant avoir donné la mort à sa femme il s'apprêtait lui-même à mettre fin à ses jours, atteste au reste le désordre de ses facultés : Il est à peu près conçu en ces termes : « J'arrivais de Rouen; j'étais gelé, et je ne me serais pas senti la force d'exécuter mon projet. Je suis entré dans un café et j'ai pris une tasse de café qui m'a rendu un peu de chaleur. Je me suis fait servir un verre de rhum, puis un second, et alors j'ai retrouvé toute mon énergie. Je me suis vengé de la malheureuse, bientôt je vais descendre dans le même tombeau! »

Ce matin, la boutique de la rue de Richelieu a été rouverte, et quelques curieux se pressaient encore aux alentours. On s'entretenait surtout de détails fort intéressants communiqués par les deux habiles docteurs qui prodiguent leurs soins à M^{me} Obry, sur la nature étrange de ses blessures. La première est située au côté droit de la mâchoire inférieure, et l'on n'y a pas retrouvé la balle qui, après avoir fracturé l'os maxillaire à plusieurs parties, paraissait être retombée au-dehors, sans avoir fait de lésion dans les parties molles de la bouche. Ce qui confirmerait cette opinion, c'est qu'après l'événement, une balle a été retrouvée sur le théâtre même du crime.

Le second coup de feu, tiré presque à bout portant, au moment où Obry venait de saisir par sa robe sa victime, qui tentait de fuir, présente des résultats plus singuliers: le docteur Coquerel, examinant la tête de la blessée, vit à l'occipital une plaie qui, déviant brusquement, contournait cet os de haut en bas, et conduisait à travers les chairs à une plaie sans issue où se trouvait engagée la partie correspondante du bonnet de madame Obry. Le docteur essaya aussitôt de tirer doucement à lui le fragment du bonnet engagé, et, à son grand étonnement, il ramena avec la dentelle deux balles placées étroitement à côté l'une de l'autre. On ne saurait s'expliquer comment madame Obry a pu échapper à l'atteinte de ces trois balles, dont une seule aurait pu être mortelle, bien que les pistolets fussent d'un très petit calibre (dit coups de poings).

Un gonflement considérable survenu à la mâchoire ne permet plus depuis hier à la malade de parler. Elle écrit avec une vivacité extrême pour traduire ses pensées ou ses besoins. L'énergie incroyable dont cette dame est douée ne s'est pas démentie un seul instant, et les marques d'intérêt et de sympathie qu'elle ne cesse, depuis ce funeste événement, de recevoir de ses voisins et de sa famille, ne peuvent manquer de concourir efficacement à hâter son rétablissement.

— UN VAMPIRE. — Depuis quinze jours l'effroi règne dans les villages de Pelham, Kingston et autres, aux environs de Londres. Un fantôme qui, dit-on, en vent surtout aux femmes, se montre avec une extrême rapidité tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Il revêt tour à tour les formes les plus effrayantes. Ici il se montre sous la figure d'un diable, avec une longue queue et de

longues cornes; là il se présente couvert d'une peau d'ours, armé de longues griffes qu'il enfonce dans les côtes des personnes qu'il rencontre; quelquefois il paraît en chevalier du moyen-âge, couvert d'une brillante armure; il joue ainsi le personnage de lord Ruthwen, le vampire. On présume qu'il est toujours garni d'une cotte de mailles, pour parer les coups de fusil de chasse qu'on a plusieurs fois tirés sur lui sans jamais pouvoir l'atteindre.

L'épouvante a été assez générale pour que le lord-maire ait entendu des rapports à ce sujet dans deux audiences successives. Les prouesses du revenant étant combinées avec l'apparition d'un inconnu voyageant dans un cabriolet avec un domestique derrière, on a tout lieu de supposer que l'inconnu a dans son cabriolet différents costumes dont il s'affuble dès qu'il croit pouvoir le faire impunément.

Déjà, dit-on, plusieurs femmes effrayées ont fait de fausses couches. On va jusqu'à prétendre que quelques personnes sont mortes de peur. Un pauvre charpentier est encore malade des coups de griffes qu'il a reçus en se débattant contre le monstre cornu. Un enfant a été presque étouffé dans les bras de l'ours. Personne, et principalement les jeunes filles, n'ose plus sortir après six heures du soir, de crainte de rencontrer le vampire.

Dans les rapports adressés au lord-maire, on annonce que ces apparitions étranges doivent être le résultat d'une gageure.

Un attorney (ou avoué) a demandé que l'on occupât militairement les bourgades fréquentées par le revenant, afin de le saisir mort ou vif.

Un avocat, qui est en même temps magistrat du comté, a écrit en ces termes au lord-maire :

« Mylord, la publicité donnée par les journaux à ce qui s'est passé dans votre audience du lundi, a un peu calmé nos gens de la campagne, mais ne les a pas encore rassurés. Les visites périodiques et inattendues du soi-disant vampire ont jeté l'alarme dans nos cantons, et il en est résulté des accidents plus nombreux encore que ceux qu'on a rapportés à votre seigneurie.

» Je ne suis pas de ceux qui croient que l'auteur ou les auteurs de ces mauvaises plaisanteries agissent uniquement pour gagner une gageure. Je pense que ce sont plutôt des voleurs qui veulent nous faire des rter nos maisons et profiter de l'épouvante de nos domestiques afin de s'emparer de nos effets les plus précieux. On parle déjà de quantité de vols dont quelques uns ont été peut-être mis gratuitement sur le compte du fantôme.

» Quant à moi, je vais faire partir au plus vite toute ma famille pour Londres; je resterai seul à la campagne; et si M. le Vampire s'avise de me visiter je me réserve de lui administrer dans la partie la plus substantielle de son individu, une correction dont il se souviendra. Il serait à propos que tous les gens de cœur prissent la même détermination. Nous serions bientôt débarrassés de cette jonglerie qui fait honte à notre siècle de lumières.

» Signé : Thomas Lorr. »

Un habitant de Sockwell a adressé au lord-maire des détails non moins circonstanciés : il affirme que plusieurs personnes sont mortes, et prie le magistrat de ne point prononcer publiquement son nom, de peur de s'exposer lui-même aux vengeances de l'Esprit.

Le lord-maire a dit qu'il y avait certainement de l'exagération dans ces rapports; que, selon toute apparence, le spectre avait causé par ses apparitions plus de peur que de mal; mais que la police allait prendre ses précautions pour faire cesser une chose vraiment incroyable dans un siècle de lumières et dans l'un des chefs-lieux de la civilisation européenne.

« Au reste, a dit ce magistrat, je vois avec plaisir qu'un avocat et un attorney se joignent à mes efforts; si ces messieurs n'ont pas fait eux-mêmes un pacte avec le diable, il faut espérer que nous en viendrons à bout. »

SOCIÉTÉ DU BATEAU A VAPEUR le Louqsor.

MM. les actionnaires sont prévenus que l'assemblée générale annuelle aura lieu le samedi 20 janvier courant, à trois heures précises de l'après-midi, au domicile de M. E. Sola, rue de Louvois, 2.

ALIMENTATION DES ENFANS.

L'alimentation des enfans doit être l'objet de la sollicitude des mères, car il est reconnu par tous les médecins que si les enfans ne sont pas en rapport avec l'estomac des enfans, loin de favoriser leur accroissement et leurs forces, ils deviennent faibles, rachytiques, et sujets à toutes les maladies de leur âge. Nos célèbres docteurs (MM. les profs eurs barons Alibert, Broussais, Fouquier, Moreau, Baron, Jadelot, Hurd, etc.), médecins en chef des hôpitaux des enfans, etc.), conseillent avec succès un aliment en réputation, très agréable, fortifiant, aussi nourrissant que facile à digérer; c'est le *Rachout des Arabes* (1). Cet aliment, qui est le seul approuvé par l'Académie royale de Médecine, et par tous nos premiers médecins, est généralement ordonné aussi aux personnes faibles de la poitrine ou de l'estomac, aux convalescens et aux dames.

(1) Le *Rachout des Arabes* se trouve chez M. de Langreny, rue Richelieu, 26, à Paris.

EMBAUMEMENS. Histoire des EMBAUMEMENS et de la préparation des pièces d'ANATOMIE NORMALE, d'ANATOMIE PATHOLOGIQUE et d'HISTOIRE NATURELLE; suivie de procédés nouveaux; par J.-N. GANNUL.

— Un vol. in-8. Prix : 5 fr. — Chez FERRA, rue des Grands-Augustins, 16.

A LA BOTTE CHAUDE.

Dans cette invention de M. BENOIT, bottier, passage des Panoramas, galerie des Variétés, 10, il n'y a pas de charlatanisme; deux yeux, même médiocres, suffisent pour s'en convaincre. Chaleur douce et naturelle, élégance, souplesse et légèreté, telles sont les qualités qui distinguent cette Botte vraiment prototype, dont la vogue ne fait que s'accroître.

RUE DE CHARONNE, 165.

GRAND CHANTIER COUVERT.

Le seul dans tout Paris où l'approvisionnement de l'hiver en bois parfaitement sec soit à couvert dans toute sa longueur sous un vaste hangar. Bois rendu à domicile dans des VOITURES-MESURES qui en assurent le bon cordage. Bois au poids, Charbon de terre et de bois, Margotins. S'adresser directement ou par écrit.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

(Loi du 13 mars 1823.) Par acte passé devant Beroux, notaire à Saint-Omer, le 1^{er} janvier 1838, enregistré, il a été formé entre M^e Antoine Noël PASCAL, négociant, demeurant à Paris; M. Philippe-Joseph BRASSART, notaire à la résidence de Flichin; M. Alphonse DEUSY, propriétaire à Issy; M. Jules BELCOUR, fabricant de sucre indigène à Bomy; M. Philippe-Joseph DELESTRE, ancien ingénieur militaire; et M. Charles-Henri DUQUESNE, maître sondeur-mineur, demeurant à Arras, une société en nom collectif et en commandite, sous la raison PASCAL et C^e, dite du Nord de la France, pour la recherche et l'exploitation de mines de houille et de fer, et pour l'extraction de l'huile de la houille, date du 1^{er} janvier 1838 et jusqu'au terme qui sera fixé par une assemblée générale des sociétaires. Elle sera gérée par MM. Pascal et Brassart, qui n'auront la signature sociale que pour les affaires de la société, et sous la surveillance d'une commission de cinq membres nommée par l'assemblée générale des actionnaires.

AVIS DIVERS. MM. les actionnaires de la société pour la distribution d'eau de pure Seine sont prévenus que, conformément aux statuts, la société se

réunira en assemblée générale le mercredi 31 janvier 1838, heures de midi, rue de l'Arcade, 23. Tout porteur de dix actions est invité à s'y rendre.

SENEGAL, successeur de M. Delaruelle, avoué de la compagnie.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS. Du mardi 16 janvier.

Table with columns: Hours, Name, Profession, and Time. Includes entries for Boivie, Simonnot, Lacombe, Roussel, Raymond, Lebrun, Burnout, Benedetti, Boudart, Lefèvre, and Auger.

Pre-ne jeune, fabricant de port-feuilles, id.

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

Janvier. Heures. Schutzenbach, fabricant de blanc de cruse, le 18 10. Morichar aîné, fabricant de cols, le 18 10. Les dames Carré et Fondron, négociant, le 18 12. Faucheur, quincaillier, le 18 1.

DECES DU 12 JANVIER.

Mlle Javotte, rue Monthabor, 24. — Mme Pleyre, née André, rue du Faubourg-Poissonnière, 29. — M. Houdard, rue Coquenard, 40. — Mlle Donnet, rue du Marché-Saint-Honoré, 27. — M. Lhellez, rue des Trois-Couronnes, 14. — Mme veuve Turleu, née Lepage, rue de la Tixeranderie, 67. — M. Bugand, quai Bourbon, 15. — Mlle Marcou, rue Saint Paul, 45. — M. le comte de Roure de Beaumont, rue de Lilé, 77 bis. — M. Fontaine, hôpital St-Louis. — M. Bouraud, rue des Juifs, 16. — M. Riboux, rue du Petit-Bourbon, 16 bis. — Mlle Desmaretz, rue Saint-Hyacinthe, 13. — M. Albouy, rue des Fossés-St-Victor, 34. Du 13 janvier. Mme veuve Huvey, née Thomas, rue de Bellefonds, 24. — Mme veuve Tardinet, née Brandin, rue du Faubourg-Poissonnière, 79. — M. Colte, rue Saint-Honoré, 256. — M. Pèzard, rue du Faubourg Saint-Martin, 37. — M. Ribet, rue Vieille-du-Temple, 145. — Mlle Flo-

quin, rue des Rosiers, 10. — Mme veuve Darnon, née Demeurs, quai Bourbon, 43. — Mme Lottet, née Castel, à l'Hôtel-Dieu. — M. Aubermont, rue des Ursins, 5. — M. Poul-laia, rue Saint-Dominique, 73. — M. Boquet, rue de Savoie, 19. — Mme Guyomar, née Knopper, rue Saint-Jacques, 217. — Mme veuve Roux, rue de l'Oursire, 86. — Mlle Chardin, rue Copeau, 25. — N. Nadi, hôpital Saint-Antoine. — Mme veuve Rigoigne, née Dudret, rue du Faubourg-St-Denis, 180.

BOURSE DU 15 JANVIER.

Table with columns: A TERME, 1^{er} c., pl. h., pl. bas, der c. Includes entries for 5% comptant, 5% courant, R. de Napl. comp., and various bank and bond prices.